

## Les subsides

Voilà donc quelques-unes des mesures positives que nous avons prises pour favoriser la relance économique. J'espère que nos adversaires d'en face auront de leur côté quelques idées à proposer.

**Le président suppléant (M. Herbert):** Nous avons maintenant une période de questions et d'observations de dix minutes.

**M. Epp:** Monsieur le Président, le député qui vient d'avoir la parole semble tenir le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) pour un expert financier et il nous a dit que ce dernier avait parlé de donner aux Canadiens de quoi vêtir et nourrir leurs enfants. Est-il également d'accord avec ce que le ministre de l'Agriculture a déclaré au cours du week-end dernier quant aux mesures à prendre à l'égard des taux d'intérêt?

**M. Fisher:** Monsieur le Président, le député me prend au dépourvu, car je suis un admirateur, mais non pas un fidèle disciple du ministre de l'Agriculture (M. Whelan). J'ignore ce qu'il a déclaré le week-end dernier à ce sujet. Je préférerais toutefois donner aux Canadiens de quoi vêtir leurs enfants que suivre les conseils du député de Saint-Jean-Ouest qui préfère se montrer dur et mesquin et qui a trop peur d'énoncer ses idées en public.

**M. Epp:** Monsieur le Président, c'est donc à moi d'éclairer le représentant sur les déclarations de ses ministres. En fin de semaine dernière, le ministre de l'Agriculture a dit qu'il plafonnerait les taux d'intérêt. Le député approuve-t-il cette idée?

**M. Fisher:** Vous me demandez si c'est ce que je ferais? J'ai consacré presque tout mon discours à dire que je ne croyais pas à cette possibilité.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, je voudrais interroger le député de Mississauga-Nord (M. Fisher). Qui nous a enlevé le pain de la bouche et nous a appauvris? C'est ce que je voudrais savoir.

**M. Fisher:** Monsieur le Président, voilà un sujet qui reviendra souvent sur le tapis au cours de la prochaine campagne électorale parce qu'on cherchera des boucs émissaires à propos de la récession. Nous devons nous y attendre.

Je ne manquerai pas de répondre, quant à moi, que le parti conservateur qui préconisait en cette période sombre de réduire le déficit, de le sabrer et de le tailler en pièces aurait aggravé d'autant notre situation.

**M. McDermid:** Dans son discours, le député a parlé, il me semble, de la compression du déficit. Dois-je en déduire qu'il n'est pas d'accord avec M. John Turner qui voudrait le réduire de quelque 15 milliards de dollars en une période de trois à cinq ans? Serait-il en désaccord avec ce projet?

**M. Fisher:** Monsieur le Président, je me réjouis de voir que la course à la direction du parti libéral intéresse autant de gens. Si nous avons réussi à y intéresser le député de Brampton-Georgetown (M. McDermid), c'est que notre campagne doit être passablement réussie.

Le député pourra vérifier à loisir la première version du compte rendu de nos délibérations, ou le hansom même, et il verra que j'ai bien dit dans mon discours que je réduirais le déficit. D'après moi, trois possibilités s'offrent à nous pour ce faire. En premier lieu, nous pourrions par exemple relancer l'économie, ce qui accroîtrait simplement les recettes gouvernementales. Nous sommes certainement tous deux d'accord là-dessus.

En deuxième lieu, pour accroître les recettes de l'État, il suffirait d'augmenter les impôts. C'est ce qu'a préconisé le député de Saint-Jean-Ouest ce matin même. Comme le sait pertinemment notre collègue, c'est ce qui se produira cet automne, quand entreront en vigueur certaines des augmentations des taxes fédérales, notamment la taxe fédérale sur le commerce de gros.

● (1540)

Troisièmement, nous pouvons réduire le déficit, je pense, en restreignant nos dépenses, mais seulement en faisant preuve d'une grande prudence. C'est ce que je cherche à faire valoir au député. Certaines dépenses diminueront automatiquement en même temps que les prestations provenant de la Caisse d'assurance-chômage, du régime d'assistance publique et de certains autres programmes sociaux. Nous sommes manifestement tenus de réduire les dépenses encore davantage, mais à cette fin, nous devons nous montrer très prudents et sensibles aux besoins du particulier.

**M. Crouse:** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député de Mississauga-Nord (M. Fisher). J'ai apprécié ses remarques. Cependant, je lui demande de se reporter à un article paru dans l'édition du 30 avril de la revue *Fortune*. Dans ce numéro se trouve un tableau concernant les principaux emprunteurs du monde. Dans la revue *Fortune*, on peut lire que le Canada doit à l'étranger une somme équivalente à 34 p. 100 de son produit national brut. Le Canada vient donc avant la France, dont l'économie chancelante était le sujet de l'article. Il vient également avant l'Argentine, qui doit à des pays étrangers une somme équivalente à 30 p. 100 de son produit national brut.

Sur le plan de la dette extérieure, le Canada fait partie du tiers monde, selon un rapport sur la dette extérieure du Canada rédigé par William Mackness, vice-président et économiste en chef de la Banque de la Nouvelle-Écosse. Le député de Mississauga-Nord approuve-t-il cette observation de M. Mackness concernant notre économie?

**M. Fisher:** Monsieur le Président, le député est beaucoup plus érudit que moi. Je le félicite de ses vastes sources d'information et de ses connaissances manifestes. D'après les renseignements qui me viennent de mon savant collègue, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Ferguson), les 34 p. 100 de notre PNB qui correspondent aux obligations du gouvernement du Canada sont répartis de la façon suivante: environ 20 p. 100 sont dus à l'étranger et 14 p. 100 à des entités comme l'Hydro-Ontario et les gouvernements provinciaux. Je suppose que les obligations contractées envers l'Hydro-Québec ou l'Hydro-Ontario consistent en des prêts garantis à 100 p. 100.

Deuxièmement, il faut tenir compte de la réputation de solvabilité de tous ces emprunteurs lesquels sont, semble-t-il, en haut de l'échelle. La Banque mondiale ne nous a pas demandé de refinancer nos prêts. Nous sommes, semble-t-il, à même d'honorer nos obligations sans problème et notre réputation de solvabilité semble intacte.

Troisièmement, je signale au député que malgré l'ampleur de notre déficit, et je dirais même grâce à celui-ci et grâce aux nombreux stimulants injectés dans l'économie, la relance est partie du bon pied dans notre pays, et se poursuit dans d'assez bonnes conditions. A en juger par notre solide réputation de